

«Il n'y a pas de souveraineté sans maîtrise du semi-conducteur» : Bruno Le Maire appelle à un plan d'action pour l'industrie européenne des puces

Le Figaro

Par Lucas Mediavilla

L'ancien ministre français de l'Économie est désormais « conseiller stratégique » du leader mondial des machines de lithographie UV pour les puces. Pour lui, l'Europe doit se mobiliser au plus vite face aux pays d'Asie.



ENTRETIEN - Désormais conseiller spécial de la pépite ASML, l'ex-ministre dénonce le manque de coopération des États membres. Il plaide pour une consolidation du secteur ainsi que pour des investissements massifs afin de rivaliser avec les géants américains et asiatiques.

C'est une reconversion qui a surpris aussi bien dans la classe politique française autant que l'industrie du semi-conducteur. Après 7 ans passés à la tête du ministère de l'Économie, Bruno Le Maire avait fait le choix, fin 2024, de rejoindre comme conseiller spécial la pépite néerlandaise de l'industrie, ASML, qui produit des machines de gravure permettant de fabriquer les semi-conducteurs. « Une des lignes fortes de mon action en tant que ministre, cela a été la réindustrialisation française et européenne. Or il n'y a pas de souveraineté industrielle technologique sans maîtrise du semi-conducteur », exprime auprès du Figaro Bruno Le Maire.

Depuis sept mois, l'ancien locataire de Bercy, par ailleurs professeur invité à l'Université de Lausanne, a eu le temps de se familiariser avec la grammaire si complexe des puces, ces composants essentiels à la transition numérique et à l'intelligence artificielle. Et il en tire un constat alarmant pour l'Europe : « Depuis 30 ans, on ne cesse de perdre du terrain face à l'Asie et les États-Unis. Nous représentions 40% du volume mondial du marché en 1990, contre plus que 10% aujourd'hui ».

Cette réalité, l'Europe l'a prise en pleine figure à la sortie du Covid. Le plan européen pour les semi-conducteurs (Chip Act), définitivement adopté en avril 2023, devait rétablir le rapport de force à horizon de la fin de la décennie, mobilisant plus de 50 milliards pour doubler la part de marché de 10% à 20% à cet horizon. Bruno Le Maire, comme d'autres dans l'industrie mais aussi à Bruxelles, estime que ce premier «Chip Act a eu le mérite de mettre en évidence le sujet». À ses yeux néanmoins, l'exécution reste « un échec». «L'Europe doit en tirer les leçons et faire un Chip Act 2».

À lire aussi Pucés: derrière l'usine allemande de TSMC, un «Chips Act» européen en difficulté

Manque de coopération

Pour l'énarque, si la première mouture va échouer à rétablir la position de l'Europe dans le concert mondial, c'est d'abord en raison d'un manque de coopération entre les États membres. « Nous nous sommes battus dans une compétition pour les subventions, qui a débouché sur une allocation d'argent public importante pour des résultats qui n'ont pas été à la hauteur. On n'a pas réussi à reproduire, comme sur l'industrie des batteries, une bonne répartition des compétences à l'échelle du continent», indique Bruno Le Maire.

Pour l'ex-ministre ayant eu la plus longue longévité à Bercy, Bruxelles « s'est également fixé des objectifs hors de portée». «Envisager un doublement de la part de marché à 20%, alors que le marché augmentait fortement, c'était intenable. Soyons réalistes, il nous faut déjà tenir sur les 10%». Enfin, « nous avons mis l'accent sur le volume, alors que c'est l'accès aux technologies de rupture qui sont la clé. Dans les années qui viennent, l'Europe doit absolument se doter d'usines qui tendent à maîtriser la finesse de gravure 2 nanomètres».

Cette finesse de gravure est critique pour les technologies de rupture sur lesquelles l'Europe est aujourd'hui absente, comme les puces liées à l'IA, la défense ou les produits électroniques de type smartphone. Malheureusement pour l'Europe, elle démarre cette course infiniment en retard sur la concurrence. Le seul acteur à maîtriser ce nœud industriel est aujourd'hui taïwanais, puisqu'il s'agit de TSMC. Et si l'entreprise a récemment ouvert un site à Dresde, en Allemagne, il ne s'agit là que de servir principalement les industries automobiles allemandes, avec des nœuds qui ne descendront pas sous les 12 nanomètres. Une raison simple à entendre les experts: il n'y a pas de marché en Europe pour les puces à finesse de gravure en dessous du 10 nanomètres . Bruno Le Maire tempère néanmoins : «L'Europe peut tirer son épingle du jeu dans trois secteurs : le calcul quantique , où nous avons des atouts considérables, la santé et la défense, qui pèse 1% du marché européen mais doit se développer au regard des choix faits par l'UE».

À ses yeux, il est vital pour l'Europe d'engager les négociations avec TSMC pour que celui-ci vienne avec des capacités de production, mais aussi via l'implantation des centres de recherche et de développement. «Les technologies de gravure sous les 10 nanomètres sont hors de portée sans le soutien de TSMC. Nous devons engager des contacts avec eux. Face à la menace chinoise et la diplomatie américaine, l'Europe présente un profil très attractif en matière de stabilité politique», explique Le Maire.

La nécessité d'une concentration

Au-delà de cette course aux 2 nanomètres, l'ex-ministre juge nécessaire de mener une révolution copernicienne dans la façon dont est organisée l'industrie européenne. «Nous avons un écosystème avec des producteurs de pointe comme STMicro et Infineon, des laboratoires d'excellence comme le CEA Leti ou l'Imec en Belgique, des concepteurs de puces comme ARM en Grande Bretagne, et le seul fabricant de machines de gravure avancées dans le monde, ASML . Mais cet écosystème est éparpillé», estime Bruno Le Maire. La question d'un rapprochement entre certains producteurs de puces, ne doit pas être tabou. «La taille est critique, aussi bien pour la capacité d'industrialisation que les investissements. Si on s'en tient au droit de la concurrence tel qu'il est rédigé aujourd'hui, nous sommes morts».

La coopération entre États membres est aussi un chantier titanesque. Alors que Français et Italiens peinent à s'entendre autour de la gouvernance chez STMicro, difficile de s'imaginer autre chose qu'une grande cacophonie si l'on devait ajouter à l'équation l'Allemagne, les Pays-Bas ou encore l'Autriche - les autres nations européennes fortes dans les puces. «C'est une illusion de penser qu'une nation européenne seule puisse rivaliser avec TSMC, les acteurs chinois, Intel ou Nvidia. Donc la coopération est vitale, et la stratégie doit partir du besoin des clients. Ensuite, il faut qu'un petit nombre de pays soient impliqués, et qu'on regarde quels sont les avantages compétitifs de chacun», assène Bruno Le Maire.

Cette logique visant à partir du besoin des industriels pourrait selon lui permettre à des industriels comme Airbus, Dassault, Thales ou encore Leonardo, de se manifester pour investir. L'argent est évidemment le nerf de la guerre, dans une industrie parmi les plus capitalistiques au monde. Selon le conseiller d'ASML, il faudrait investir 50 à 100 milliards par an pour espérer rivaliser avec les rivaux à l'échelle mondiale. «En dessous, ce n'est même pas la peine d'essayer», estime Bruno Le Maire, qui plaide comme Mario Draghi dans son fameux rapport de la rentrée 2024 pour l'union des marchés de capitaux à l'échelle européenne.

Se servir du levier ASML

En attendant la réalisation de cette promesse, qui ne date pas d'hier, Bruno Le Maire estime que l'Europe doit se servir de ses rares atouts dans la chaîne de valeur du semi-conducteur pour peser dans la diplomatie technologique mondiale. « Il faut mettre sur pied un dispositif de contrôle aux exportations européen, comme il en existe aux États-Unis. Cette approche offensive permet de faire de nos atouts technologiques de puissants leviers de négociation avec la Chine ou les États-Unis. Les Américains ne s'en privent pas. Depuis 1945, les relations commerciales sont régies par le droit. Aujourd'hui, c'est le rapport de force qui fait la différence, et l'Europe doit tirer les leçons de cette réalité géopolitique».

Dans ce nouveau rapport de force, il n'est ainsi pas impossible de penser qu'ASML puisse servir directement de levier politique pour peser face aux géants asiatiques et américains. De son nouveau poste d'observation de l'économie, Bruno Le Maire juge la situation urgente. «Tout le monde prend conscience de l'importance de ce sujet. Le drame européen, c'est cette incapacité à décider. Les industriels, les entreprises et les clients doivent prendre la main sur l'agenda, et ensuite les États pourront aider à la mise en œuvre. Si cette stratégie part de Bruxelles, elle sera un nouvel échec», conclut l'ex-ministre.